

Proposition de modification de l'accord-cadre ARENH

Date de la contribution : 15/09/2020

Question 1 : Êtes-vous favorables aux évolutions envisagées s'agissant notamment des stipulations applicables en cas d'invocation du bénéfice de la force majeure ?

Défavorable

Commentaire :

SAVE observe que le projet d'évolution comporte deux parties :

- La clarification des règles d'exercice de la clause de force majeure
- Un changement des conditions d'exercice de la clause de force majeure

SAVE accueille favorablement la clarification des règles d'exercice de la clause de force majeure. En effet, SAVE considère qu'il est bon que, quelle que soit la partie qui exerce la clause, les règles de déclenchement, de mise à jour et de fin d'exercice soient précisées afin de réduire l'incertitude contractuelle, dans des périodes déjà rendues incertaines par les effets de la force majeure.

Concernant le changement des conditions d'exercice de la clause de force majeure, SAVE considère qu'il modifie en profondeur l'équilibre du contrat, en rendant les critères d'application de la force majeure plus contraignants. A ce titre, SAVE s'étonne que cette modification ne donne pas lieu à une compensation des parties qui voient leurs droits diminuer, par exemple par une augmentation de la marge d'erreur à partir de laquelle les pénalités du contrat deviennent effectives.

Question 2 : Quelles autres modifications vous semblent nécessaires pour clarifier la mise en application d'une telle clause compte tenu du retour d'expérience de la période passée ?

Question 3 : Considérez-vous qu'il existe d'autres clauses de l'accord-cadre qui devraient être modifiées ? Si oui, lesquelles et pour quelles raisons ?

SAVE observe que les mesures proposées par la CRE ne concernent pas l'année 2020 qui pourtant donne lieu à des débats. SAVE souhaiterait que la CRE ouvre une consultation sur l'impact de la baisse de consommation sur le contrat 2020.